

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Procédure adaptée du Code des Marchés Publics

Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

OBJET DU MARCHÉ :

«TRAVAUX DE RESTAURATION DU BOCAGE 2017-2020»

Référence: Marché n°2017-3

Pouvoir adjudicateur

Syndicat mixte établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez (EPAB)

Personne responsable du marché

Le Président de l'EPAB

Objet de la consultation

Travaux de restauration du bocage 2017-2020

Remise des offres

Date limite de réception des offres : lundi 21 août 2017 à 12h00

Maître d'ouvrage

EPAB, Le Pavillon, La Clarté 29100 Kerlaz

SOMMAIRE

I. ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
I.1 Objet du marché	3
I.2 Lieux d'exécution	3
I.3 Décomposition des lots.....	3
I.4 Durée du marché	3
I.5 Exécution du marché	4
II. ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
II.1 Pièces particulières	4
II.2 Pièces générales.....	5
II.3 Pièces non contractuelles	5
III. ARTICLE 3-TVA	5
IV. ARTICLE 4-PRIX DU MARCHE	5
IV.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
IV.2 Modalités de variations des prix	5
V. ARTICLE 5- REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	6
V.1 Modalités particulières	6
V.2 Avance.....	6
V.3 Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
V.4 Modalités de règlement des comptes	6
V.5 Intérêts moratoires	7
V.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants	7
VI. ARTICLE 6-MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	8
VI.1 Modalités de mise en œuvre	8
VI.2 Modalités d'exécution	8
VI.3 Conditions générales d'exécution.....	8
VII. ARTICLE 7-DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES	9
VII.1 Délais d'exécution	9
VII.2 Pénalités pour retard	9
VII.3 Pénalités pour travail dissimulé	9
VIII. ARTICLE 8- CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
IX. ARTICLE 9-PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	10
IX.1 Période de préparation – réunion de lancement du marché	10
IX.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
IX.3 Plan d'assurance qualité	10
IX.4 Registre de chantier	10
X. ARTICLE 10-ETUDES D'EXECUTION	10
XI. ARTICLE 11-DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	10
XI.1 Gestion des déchets de chantier.....	10
XI.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	10
XI.3 Travaux non prévus.....	11
XII. ARTICLE 12- CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
XII.1 Opérations de vérification de l'avancement des travaux	11
XII.2 Réception des travaux.....	11
XIII. ARTICLE 13- ASSURANCE ET GARANTIE	11
XIII.1Assurances	11
XIII.2Délais de garantie.....	12
XIII.3Garanties particulières.....	12
XIV. ARTICLE 14-DIFFERENDS ET LITIGES	12
XV. ARTICLE 15-RESILIATION DU MARCHE	12
XVI. ARTICLE 16-DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	12

I. ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

I.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de travaux, dont l'objet consiste aux travaux de création, de restauration et d'entretien du bocage entre 2017-2020, dans le cadre du 2^{ème} programme Breizh Bocage. La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Pour l'application de l'article 2 du CCAG, sont désignés comme :

- Pouvoir adjudicateur : L'établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez (personne morale de droit public), qui est le maître d'ouvrage et qui conclut le marché avec le titulaire,
- Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur **Henri CARADEC**, Président de l'EPAB.
- Le "titulaire" est le prestataire avec qui la personne publique conclut le marché

I.2 Lieux d'exécution

Les projets bocagers se situent sur le territoire de la baie de Douarnenez, dans le Finistère, sur les communes de Beuzec-Cap-Sizun, Poullan-Sur-Mer, Pouldergat, Douarnenez, Le Juch, Kerlaz, Plonévez-Porzay, Quéménéven, Ploéven, Cast Plomodiern, Saint-Nic, Argol, Telgruc-Sur-Mer et Crozon

I.3 Décomposition des lots

Il s'agit d'un marché composé de 2 lots, à bons de commande avec maximum, conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Lot	Désignation
1	Terrassement pour création de billons, talus et ensemencement : <ul style="list-style-type: none">➤ Phase 1 : terrassement pour création de billons et talus➤ Phase 2 : ensemencement des billons, talus et de la bande décapée
2	Fourniture de plants pour plantations bocagères, création de haies bocagères et entretien: <ul style="list-style-type: none">➤ Phase 1 : fourniture de plants forestiers et de protections « gibier »➤ Phase 2 : plantation de haies bocagères et pose des protections➤ Phase 3 : fourniture et mise en place d'un paillage de copeaux de bois➤ Phase 4 : entretien des haies bocagères

I.4 Durée du marché

Le marché est conclu à la date de notification du marché (septembre 2017). Chaque lot fait l'objet d'une durée de marché et d'un calendrier contractuel d'exécution du marché qui lui est propre. Les éléments sont précisés dans le tableau ci-après.

Lot	Désignation	Durée du marché	Durée d'exécution des prestations
1	Terrassement pour création de billons, talus et ensemencement : <ul style="list-style-type: none">➤ Phase 1 : terrassement pour création de billons et talus➤ Phase 2 : ensemencement des billons, talus et de la bande décapée	Dès la date de notification du marché (septembre 2017) au 28/02/2018	Dés le 1 ^{er} bon de commande

Lot	Désignation	Durée du marché	Durée d'exécution des prestations
2	Fourniture de plants pour plantations bocagères, création de haies bocagères et entretien : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Phase 1 : fourniture de plants forestiers et de protections « gibier » ➤ Phase 2 : plantation de haies bocagères et pose des protections ➤ Phase 3 : fourniture et mise en place d'un paillage de copeaux de bois ➤ Phase 4 : entretien des haies bocagères 	<p>Pour la phase 1, 2, 3 : Dès le 1^{er} bon de commande (octobre 2017) au 31/03/2018</p> <p>Pour la phase 4 : Dès la date de notification du marché (septembre 2017) au 16/06/2020</p>	Dès le 1 ^{er} bon de commande

I.5 Exécution du marché

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande avec maximum, conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le lancement des travaux est conditionné par l'obtention de subventions par le Syndicat mixte établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez (EPAB).

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur (EPAB), au fur et à mesure des besoins et sur la période d'exécution du marché.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché ; le lot correspondant
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des travaux à réaliser
- les délais d'exécution (date de début et de fin)
- les lieux d'exécution des travaux
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Le modèle de bon de commande sera présenté lors de la réunion de lancement du marché.

La durée maximale d'engagement de la prestation sera de 7 jours après réception des bons de commande. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires des lots.

II. ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

II.1 Pièces particulières

- l'acte d'engagement et son bordereau de prix (un par lot) ;
- le présent CCAP ;
- le CCTP et ses annexes ;
- le règlement de la consultation ;
- la note technique et financière présentée par le titulaire lors de la remise de son offre ;

- acte spéciaux de sous traitances.

II.2 Pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 3 mars 2014), en vigueur lors de la remise des offres ou au 1er jour du mois d'établissement des prix ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, correspondant aux normes nationales et européennes en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix.
- Les normes en vigueur relatives à la nature des prestations du marché.

Ces pièces générales ne sont pas jointes au marché. Le titulaire ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance de celles-ci pour déroger aux indications qui y sont contenues.

II.3 Pièces non contractuelles

Le règlement de consultation.

III. ARTICLE 3-TVA

Tous les montants sont exprimés en distinguant le montant HT et le montant de la TVA dans les conditions de la réglementation en vigueur.

IV. ARTICLE 4-PRIX DU MARCHE

IV.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires, pour chacun des lots, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

IV.2 Modalités de variations des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché donné par les formules suivantes :

Tableau 1: formules des prix unitaires après révision

Lot	Formule
1	$P_n = P_o \times (0.15 + 0.85 \times (I_n/I_o))$
2	$P_n = P_o \times (0.15 + 0.85 \times (I_n/I_o))$

Avec :

P_n : nouveau prix unitaire après révision

P_o : prix unitaire d'origine

I_n : dernier indice mensuel connu à la date de la révision des prix.

I_o : Indice des prix du mois de référence

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédant la date de signature de l'offre de prix par le candidat. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant un an.

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, sont les suivants :

Tableau 2: numéro des lots et index concernés

Lot	Index	Libellé de l'index
1	EV3	Travaux de création d'espaces verts
2	EV3	Travaux de création d'espaces verts

Les prix correspondant à la phase 4 du lot 2 (entretien des haies bocagères) pourront donc être révisés 2 fois durant la durée du marché.

V. ARTICLE 5- REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

V.1 Modalités particulières

Seules les prestations effectivement réalisées seront facturées.

V.2 Avance

Aucune avance ne sera versée.

V.3 Acomptes et paiements partiels définitifs

Le versement d'acomptes s'effectuera sur présentation de factures à hauteur des prestations réalisées.

Il appartient au titulaire de présenter la demande d'acompte correspondant aux prestations exécutées à la date de la facture, en cohérence avec l'état d'avancement et l'achèvement des différentes phases de réalisation du marché, décrites dans le CCTP.

Le versement du solde sera effectué après réception et validation par le maître d'ouvrage des prestations réalisées faisant l'objet du présent marché.

V.4 Modalités de règlement des comptes

Les demandes de paiement pourront être remises à l'EPAB mensuellement, conformément à l'article 13.1 du CCAG-Travaux. Le paiement sera effectué, après réception des documents et de leur validation par le syndicat mixte EPAB, par virement au moyen d'un mandat administratif, par le Trésorier Payeur de Douarnenez. A cet effet, le prestataire fournira un RIB.

Les factures afférentes au marché seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier
- Le numéro de la facture
- La date d'émission
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro du marché avec la mention « travaux Breizh bocage 2 », ainsi que le n° du lot
- le numéro du bon de commande
- la date d'exécution des prestations
- la nature des prestations exécutées
- la désignation de l'organisme débiteur

- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme. Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution.
- le montant hors TVA de la prestation exécutée, avec un détail par type d'actions réalisées
- le relevé des travaux exécutés accompagné du calcul des quantités prise en compte
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées
- la date de facturation
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les factures seront adressées en format papier à l'adresse suivante :

Etablissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez (EPAB)
Le Pavillon, La Clarté
29100 Kerlaz

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, sous réserve de la conformité du contenu de la facture par rapport à la réception des travaux réalisés.

V.5 Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

V.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché (DC4) précise tous les éléments de l'article 114 du Code des marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

V.6.1 Modalités de paiement direct des cotraitants

Différentes caractéristiques peuvent se rencontrer dans la cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

V.6.2 Modalités de paiement des sous-traitants directs

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

VI. ARTICLE 6-MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

VI.1 Modalités de mise en œuvre

Le titulaire a la responsabilité des personnels et moyens mis en œuvre pour exécuter le marché. Il est tenu à une obligation de résultat concernant le respect des clauses techniques et administratives décrites dans les cahiers des charges.

VI.2 Modalités d'exécution

Le suivi de l'exécution est exercé par Julie Le Pollès, technicienne bocage, localisée au syndicat mixte EPAB, Le Pavillon-La Clarté, 29 100 KERLAZ. Elle pourra être assistée par l'animateur Breizh bocage du conseil départemental du Finistère.

Le maître d'ouvrage sera représenté par le Président du syndicat mixte de l'EPAB, M. Henri CARADEC.

VI.3 Conditions générales d'exécution

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande édités par le maître d'ouvrage.

VII. ARTICLE 7-DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES

VII.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande, conformément aux stipulations des pièces du marché. Le calendrier d'exécution des différents lots est présenté dans le tableau 3. Le titulaire veillera à respecter ces délais d'exécution.

Tableau 3: Calendrier d'exécution des différents lots

Lot	Désignation	Calendrier contractuel d'exécution du marché
1	<u>Terrassement pour création de billons, talus et ensemencement :</u> <ul style="list-style-type: none">➤ Phase 1 : terrassement pour création de billons et talus➤ Phase 2 : ensemencement des billons, talus et de la bande décapée	Dès la date de notification du marché (septembre 2017) au 28/02/2018
2	<u>Fourniture de plants pour plantations bocagères, création de haies bocagères et entretien:</u> <ul style="list-style-type: none">➤ Phase 1 : fourniture de plants forestiers et de protections « grand gibier »➤ Phase 2 : plantation de haies bocagères et pose des protections➤ Phase 3 : fourniture et mise en place d'un paillage de copeaux bois➤ Phase 4 : entretien des haies bocagères	<p><u>Pour la phase 1, 2, 3 :</u> Dès le 1^{er} bon de commande du marché (octobre 2017) au 31/03/2018</p> <p><u>Pour la phase 4 :</u> Dès la date de notification du marché (septembre 2017) au 16/06/2020</p>

VII.2 Pénalités pour retard

Les stipulations de l'article 20.1 du CCAG-Travaux sont applicables. La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 3000$, dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base de la prestation en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = nombre de jours de retard

Le présent marché déroge à l'article 20.4 du CCAG-Travaux puisque le titulaire n'est pas exonéré des pénalités, dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

VII.3 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

VIII. ARTICLE 8- CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les matériaux et produits utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges. Le titulaire devra respecter les prescriptions du CCTP.

IX. ARTICLE 9-PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

IX.1 Période de préparation – réunion de lancement du marché

Il n'est pas fixé de période de préparation. Une réunion de lancement du marché sera organisée par l'EPAB avec les 2 titulaires des lots, dès que la notification sera effective.

IX.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les règles de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sont à prévoir pour cette opération, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

IX.3 Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

IX.4 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG-Travaux, il n'est pas prévu de registre de chantier. Toutefois, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, des vérifications quantitatives et qualitatives, dont les modalités sont stipulées dans le présent CCTP, seront effectuées par l'EPAB.

Des rendez-vous de chantiers seront organisés à des dates et heures qui seront précisées d'un commun accord avec chaque titulaire.

X. ARTICLE 10-ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'ouvrage et remis gratuitement au titulaire. Ils correspondent aux plans de localisation des travaux avec la nature des travaux à réaliser.

XI. ARTICLE 11-DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

XI.1 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

XI.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables.

XI.3 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

XII. ARTICLE 12- CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

XII.1 Opérations de vérification de l'avancement des travaux

Les opérations de vérification de la prestation sont les suivantes :

- Vérification que les exigences du CCTP sont respectées et que les moyens nécessaires sont mis en œuvre ;
- Vérification que le contenu des prestations demandées est bien effectué ;
- Vérification que les délais d'exécution du marché sont respectés ;

Ces opérations seront réalisées par le maître d'ouvrage, au fur et à mesure de l'état d'avancement des différentes phases de travaux.

XII.2 Réception des travaux

Chaque bon de commande donnera lieu à la réception des travaux effectués.

Le titulaire devra aviser le pouvoir adjudicateur, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés. Le maître d'ouvrage aura alors à charge de faire les opérations de réception, en présence du titulaire. La procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage aura à sa charge de faire les opérations de réception, qui comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux
- Les délais d'exécution ;
- Le respect des modalités du CCTP pour chaque lot.

Ces opérations font l'objet d'un procès verbal dressé sur le champ par le pouvoir adjudicateur signé par lui et par le titulaire.

XIII. ARTICLE 13- ASSURANCE ET GARANTIE

XIII.1 Assurances

Le prestataire désigné dans le marché devra justifier au moment de la consultation, avant notification du présent marché, puis à tout moment en cours d'exécution du marché :

- d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la réalisation des prestations.
- d'une assurance couvrant les éventuels litiges et contentieux.

XIII.2 Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

XIII.3 Garanties particulières

Le titulaire du lot 2 devra assurer un taux de reprise de 90% dans les conditions fixées par le CCTP dans un délai de garantie fixé à 2 ans.

XIV. ARTICLE 14-DIFFERENDS ET LITIGES

Les dispositions de l'article 50 du CCAG-Travaux sont applicables.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu de réalisation des travaux:

Tribunal administratif de Rennes – 3 contour de la Motte – 35000 RENNES (Tél : 02 23 21 28 28 – Fax : 02 99 63 56 84).

XV. ARTICLE 15-RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations de l'article 46 du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Si les prestations ne sont pas exécutées dans des conditions satisfaisantes ou que les prescriptions des cahiers des charges n'étaient pas respectées par le prestataire, le présent marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'arrêt du marché pourra être prononcé à tout moment. Cette résiliation ne pourra intervenir cependant qu'après une mise en demeure du titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché pour tout motif d'intérêt général ou d'impossibilité financière, technique ou politique de réalisation de la prestation.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation, une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46.1.1 du CCAG-Travaux, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

XVI. ARTICLE 16-DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 7.2 déroge aux articles 20.1 et 20.4 du CCAG-Travaux
- L'article 9.4 déroge à l'article 28.5 du CCAG-Travaux

À

Le

NOM :

Prénom :

Fonction :

Signature :
(précédée de la mention lu et accepté)

Cachet :